

Présentation Loi de Finances Initiale pour 2025

Presentation of the Initial Finance Law For 2025

Janvier 2025



Sommaire

Introduction

1

1. Les changements relatifs aux dispositions fiscales et douanières

2

1. Changements de dispositions relatives à la Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA)
2. Souscription par voie électronique des déclarations annuelles sur le revenu
3. Précision sur la retenue sur les jeux de hasard
4. Droit d'enregistrement et de timbre sur les contrats d'entreprise à entreprise
5. Autorisation de paiement mobile des droits et taxes douaniers
6. Application du taux de 20% pour le Prélèvement Forfaitaire (PF)

2. Modifications portant sur le livre de procédure fiscale

3

1. Valeur probante des communications électronique avec Administration
2. Précision relative au quantum des montants indisponibles par Avis à Tiers Détenteur (ATD)
3. Constitution de garanties ou prises de mesures conservatoires lors de la demande de sursis à paiement
4. Dispositions relatives aux sanctions pénales
5. Rappel du principe du secret professionnel des agents de l'administration
6. Le Guide du Contentieux fiscal, du Recours Gracieux et dégrèvement d'office

Table of contents

Introduction

1

1. Changes in tax and customs provisions

2

1. Changes to the provisions relating to Value Added Tax (VAT)
2. Changes to the form of annual declarations
3. Clarification on the withholding tax on games of chance
4. Registration and Stamp duties on business contracts
5. Authorization for mobile payment of customs duties and taxes
6. Application of the 20% rate for the Flat-Rate Levy (PF)

2. Changes in tax procedure

3

1. Probative value of electronic communications with the Administration
2. Clarification relating to the quantum of amounts unavailable by Notice to Third Party Holder (ATD)
3. Provision of guarantees or taking of precautionary measures when requesting a stay of payment
4. Provisions relating to criminal sanctions
5. Professional secrecy of public agents
6. The Guide of Tax Disputes, Administrative Appeals and Ex-Officio Relief

INTRODUCTION

La loi L/2021/032/AN du 04 juillet 2021 portant Code Général des Impôts (CGI) de la République de Guinée a vu plusieurs de ses dispositions faire l'objet d'aménagements, depuis son entrée en vigueur le 01^{er} janvier 2022.

L'adoption de ce nouveau CGI et les aménagements successifs intervenus à l'occasion des lois de finances de ces dernières années mettent en exergue la volonté de l'administration Guinéenne de se doter de textes fiscaux modernes qui prennent en compte les réalités contemporaines du secteur économique.

L'accent a été notamment mis sur les relations entre sociétés liées avec un meilleur encadrement des prix de transfert et leur influence sur le bénéfice imposable des entités locales. Nous notons également une prise en compte de certaines transactions intervenant par le biais du numérique dans le champ fiscal.

Poursuivant dans cette lancée, le Conseil National de la Transition (CNT) qui fait office de parlement a adopté la loi L/2025/023/CNT du 31 décembre 2024 portant Loi de Finances Initiale (LFI) pour l'exercice 2025, qui a été promulguée par décret en date du 03 janvier 2025.

Cette loi de finance a introduit des aménagements de certaines des dispositions du CGI notamment sur les impôts (I), et sur la procédure fiscale (II).

Nous vous proposons dans les lignes qui suivent, une présentation des changements du CGI intervenus à travers la LFI 2025 ainsi qu'un rappel des précisions apportées par la DGI sur différents points.

INTRODUCTION

The Law L/2021/032/AN of July 4, 2021, relating to the General Tax Code (CGI) of the Republic of Guinea has seen several of its provisions subject to amendments, since its entry into force on January 1, 2022.

The adoption of this new CGI and the successive amendments made during the finance laws of recent years highlights the desire of the Guinean administration to equip itself with modern tax texts that consider the contemporary realities of the business world.

The emphasis has been placed in particular on relations between related companies with better supervision of transfer prices and their influence on the taxable profit of local entities. We also note that certain transactions occurring through digital means are considering the scope of tax provisions.

Continuing in this vein, the National Transitional Council (CNT), which acts as parliament, adopted law L/2025/023/NTC of December 31, 2024, relating to the Initial Finance Law (LFI) for the 2025 financial year, which was promulgated by decree dated January 3, 2025.

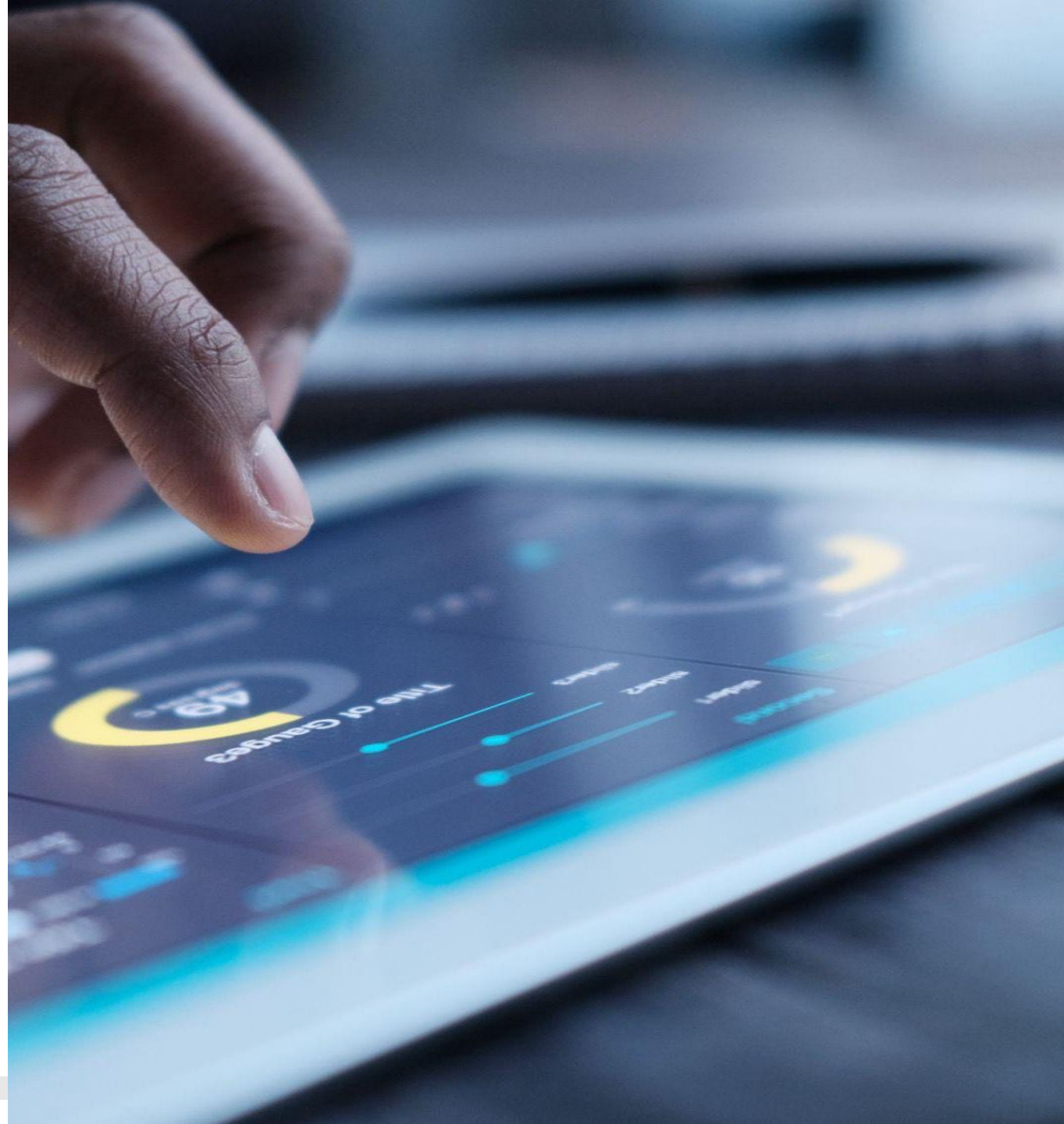
This finance law had an impact on the CGI, which records changes to some of its provisions relating to taxes (I), but also to those relating to tax procedure (II).

With a view to an update and with a view to alerting, we offer you in the following lines a presentation of the changes to the CGI that have occurred through the LFI 2025 as well as a reminder of the clarifications provided by the DGI on various points.

I

Les changements relatifs aux dispositions fiscales et douanières

Changes in tax and customs provisions



1

Changements de dispositions relatives à la Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA)

Les changements intervenus concernent:

❖ Nouveau délai de la déclaration mensuelle de la TVA

Suivant la modification des dispositions de l'alinéa 1 de l'article 373 sexies du CGI, le délai de déclaration mensuelle de la TVA est désormais fixé au plus tard le 10 de chaque mois au lieu du 15.

❖ Insertion d'un point 7 à l'article 373 Sexies.V relatif à la déclaration des achats effectués auprès des assujettis et non assujettis à la TVA:

Les contribuables doivent dorénavant ajouter aux tableaux de déduction de leurs déclarations de TVA, tous les achats effectués au cours du mois précédent, y compris ceux effectués auprès de personnes non immatriculées à la TVA.

1

Changes to the provisions relating to Value Added Tax (VAT)

The changes that have taken place concern :

❖ The period during which the monthly VAT declaration must be made:

Under the provisions of paragraph 1 of article 373 sexies of the CGI, taxable persons who do not benefit from the exemption regime were required to file their declaration no later than the 15th of each month.

❖ Insertion of a point 7 in Article 373 Sexies .V relating to the declaration of purchases made from taxable persons and not subject to VAT:

Taxpayers must now add to their declaration of deductible transactions all purchases made during the month, including those made from persons who do not have a VAT key.

1

Changements de dispositions relatives à la Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA)

Les changements intervenus concernent:

❖ Introduction de la demande de remboursement de TVA par voie électronique

En vertu de la nouvelle disposition de l'article 388 .I du CGI, la demande de remboursement du crédit de TVA doit être exclusivement transmise de manière dématérialisée par voie électronique sur la plateforme e-tax/SAFIG par tout assujetti éligible.

Les autres conditions de la demande de remboursement restent inchangées.

❖ Disposition relative aux règles de facturation

L'article 383 point V prévoyait que la facture devait être émise au plus tard au moment du fait générateur de la TVA.

Il est modifié par l'article 27 de la LFI qui indique que la facture est saisie manuellement sur le portail e-tax, soit transmise automatiquement via l'API e-TVA de la plateforme SAFIG.

Cette disposition devrait être précisée ultérieurement afin d'en expliquer les modalités techniques.

1

Changes to the provisions relating to Value Added Tax (VAT)

The changes that have taken place concern :

❖ The form of the VAT refund application

Under the new provision, the refund application must be exclusively transmitted electronically on the e-tax/SAFIG platform by any eligible taxable person.

The other conditions of the refund request remain unchanged.

❖ Provision relating to billing rules

Article 383 Point V provided that the invoice must be issued at the latest at the time of the event giving rise to the VAT.

This point V is amended by Article 27 of the LFI, which indicates that the invoice is entered manually on the e-tax portal or transmitted automatically via the e-TVA API of the SAFIG platform.

This provision should be clarified later in order to explain the technical details.

2

Souscription par voie électronique des déclarations annuelles sur le revenu

Conformément aux dispositions des articles 108 et 142 du CGI, les contribuables qui sont assujettis à l'Impôt sur les BIC ou à l'IS sont tenus de souscrire, au plus tard le 30 avril de chaque année, une déclaration du montant de leur bénéfice imposable pour l'année précédente.

En application de cette disposition, les contribuables déposaient leurs déclarations en version papier dans les locaux de l'administration fiscale.

Ces articles sont modifiés par les articles 24 et 26 de la LFI 2025, en vertu desquels la déclaration annuelle susmentionnée est désormais adressée à l'administration fiscale par voie électronique sur la plateforme e-tax/SAFIG.

Il est aussi précisé que le visa de l'expert comptable est aussi dématérialisé via la même plateforme e-tax/SAFIG.

3

Précision sur la retenue sur les gains des jeux de hasard

L'article 152 Bis du CGI en son point I.3 donnait instruction aux sociétés ou entreprises organisant des jeux de hasard, y compris la Loterie Nationale, de procéder à une retenue à la source de 10% lorsqu'elles versent des gains aux joueurs.

La LFI 2025 précise que cette retenue s'applique sur les gains des joueurs de jeux de hasard qui sont supérieurs à un million (1 000 000) francs Guinéens.

La retenue est due alors même que les gains n'ont pas été versés au bénéficiaire.

2

Electronic submission of annual income tax returns

In accordance with the provisions of Articles 108 and 142 of the CGI, taxpayers who are subject to the Industrial and Commercial Profits Tax or the Corporation Tax are required to submit, no later than April 30 of each year, a declaration of the amount of their taxable profit for the previous year. In application of this provision, taxpayers filed their declarations in paper version at the premises of the tax administration.

These articles are amended by Articles 24 and 26 of the LFI 2025, under which the aforementioned annual declaration is now sent to the tax administration electronically on the e-tax/SAFIG platform.

It is also specified that the chartered accountant's visa is also dematerialized via the same e-tax/SAFIG platform.

3

Clarification regarding the withholding of winnings from gambling activities

Article 152 Bis in of the CGI its point I.3 instructed companies or businesses organizing gambling, including the National Lottery, to withhold 10% when they pay winnings to players.

The LFI 2025 specifies that this withholding tax applies to the winnings of players that are greater than one million (1,000,000) Guinean francs.

The withholding tax is due even if these winnings have not been paid to the beneficiary.

4

Précision du taux de droit d'Enregistrement et de Timbre applicable aux contrats d'entreprise à entreprise

A l'occasion de la loi de finance de 2024, les contrats d'entreprise à entreprise ont été expressément soumis au droit d'enregistrement à travers la modification de l'article 521 du CGI.

Toutefois, l'article 534 relatif au taux n'a toujours pas été modifié.

L'article 16 de la LFI 2025 modifiant l'article 599 du CGI soumet les contrats d'entreprise à entreprise au droit de timbre selon les taux dégressifs ci-dessous:

- Tranche comprise entre 1 à 10 millions = 1%;
- Tranche comprise entre 10 000 001 à 100 millions = 0,5%;
- Tranche comprise entre 100 000 001 à 1 milliard = 0,25%;
- Tranche supérieure à 1 milliard = 0,10%

4

Clarification of the registration fees and stamp duty rate applicable to business-to-business contracts

Pursuant to the 2024 Finance Act, business-to-business contracts were expressly subject to registration duty through the amendment of Article 521 of the CGI.

However, Article 534 relating to the rate was not amended.

Article 16 of the LFI 2025 amending Article 599 of the CGI subjects business-to-business contracts to stamp duty according to the following decreasing rates:

- Between 1 and 10 million = 1%;
- Between 10,000,001 and 100 million = 0.5%;
- Between 100,000,001 and 1 billion = 0.25%;
- Greater than 1 billion = 0.10%

5

Autorisation de paiement des droits et taxes douaniers via les plateformes de Mobile Money

Conformément aux dispositions de l'article 10 de la loi de finance initiale pour 2025, le paiement des droits et taxes de déclaration douanière peut se faire à travers les plateformes de paiement mobile interfacées au Guichet Unique du Commerce Extérieur (GUCEG).

Ces plateformes seront communiquées par l'administration douanière en complément des modes de paiement déjà en vigueur.

Les frais de transaction relatifs à l'utilisation des services de paiement mobile sont à la charge de l'utilisateur.

5

Authorization for payment of customs duties and taxes through Mobile Money platforms

In accordance with the provisions of Article 10 of the initial Finance Act for 2025, the payment of customs declaration duties and taxes can be made through mobile payment platforms interfaced with the Single Window for Foreign Trade (GUCEG).

These platforms will be communicated by the customs administration in addition to the payment methods already in force.

Transaction fees relating to the use of mobile payment services are the responsibility of the user.

6

Application du taux de 20% pour le Prélèvement Forfaitaire (PF)

L'article 251.I.4 du CGI introduit par la loi de finances de 2022 dispose que les importations, exportations, ventes et prestations de services des personnes physiques et morales non connues de l'administration fiscale ou celles qualifiées de défaillants chroniques sont passibles de la retenue à la source au taux de 20%.

Le CGI ne donne pas de définition des notions de personnes non connues de l'administration et de défaillants chroniques .

Par un courrier n°9857 en date du 24 décembre 2024, la DGI, a précisé qu'en application de cet alinéa, les assujettis devaient effectuer la retenue PF au taux de 20% lorsque le bénéficiaire du dispose pas NIF ou de leur quitus fiscal à jour.

Toutefois, pour les fournisseurs du secteur formel, la retenue subie constituera un acompte d'impôt qui sera imputable de l'impôt sur le revenu dû au titre de l'exercice, conformément à l'article 255 du CGI, à condition qu'elle soit justifiée.

6

Application of the 20% rate for the Flat-Rate Levy (PF)

Article 251.I.4 of the General Tax Code introduced by the 2022 Finance Act provides that imports, exports, sales and provision of services by natural and legal persons not known to the tax authorities or those qualified as chronic defaulters are liable to withholding tax at the rate of 20%.

The General Tax Code does not provide a definition of the concepts of persons not known to the administration and chronic defaulters.

In a letter no. 9857 dated December 24, 2024, the DGI specified that pursuant to this paragraph, taxable persons must make the PF withholding tax at the rate of 20% when the beneficiary does not have a TIF or their up-to-date tax receipt.

However, for suppliers in the formal sector, the withholding tax incurred will constitute a tax advance which will be deductible from the income tax due for the financial year, in accordance with Article 255 of the CGI.

II

Modifications portant sur le livre des procédures fiscales

Changes in tax procedures



1

Valeur probante des communications électroniques avec l'administration

Il est créé un article 1001 Bis en vertu duquel les courriers électroniques échangés entre l'administration fiscale et les contribuables ont une valeur probante équivalente à celle des correspondances papier.

Toutes les déclarations adressées à l'administration doivent être communiquées par voie électronique.

Les documents mis à disposition sur la plateforme e-tax notifié au contribuable par courrier électronique, sont réputés reçus cinq (05) jours après son envoi.

Le même délai est requis lorsque le contribuable adresse un courrier électronique à l'administration.

1

Probative value of electronic communications with the administration

An article 1001 Bis is created under which e-mails exchanged between the tax administration and taxpayers have a probative value equivalent to that of paper correspondence.

All declarations addressed to the administration must be communicated electronically.

The documents made available on the e-tax platform notified to the taxpayer by e-mail, are deemed received five (05) days after their sending. The same period is required when the taxpayer sends an e-mail to the administration.

2

Précision relative au quantum des montants indisponibles par Avis à Tiers Détenteur (ATD)

L'article 1025.III faisait obligation aux établissements financiers qui reçoivent un Avis à Tier Détenteur (ATD) de rendre indisponible tous les avoirs du débiteur au jour de la réception de l'avis, et notamment tous les soldes positifs de ses comptes bancaires.

Sur la base de la modification introduite par la LFI, la saisie ne porte plus sur l'universalité des avoirs du débiteurs, mais elle est limitée aux soldes positifs à concurrence des impositions dues.

Désormais, le tiers détenteur à l'obligation de communiquer à l'administration dès la réception de l'avis (sans délai), le solde du compte ainsi que le relevé bancaire informatisé du dernier mois avant la notification de l'avis, sous peine d'une amende de cent millions (100 000 000) de francs Guinéens.

La réponse doit être communiquée à l'administration soit par lettre remise contre décharge, soit par lettre recommandée avec accusé de réception, le cachet de la poste faisant foi, soit par courrier électronique, la date du courrier faisant foi.

2

Clarification relating to the quantum of amounts unavailable by Notice to Third Party Holder (ATD)

Article 1025.III required financial institutions that receive a Notice to Third Party Holder (ATD) to make all of the debtor's assets unavailable on the day of receipt of the notice, and in particular all positive balances in their bank accounts.

Based on the amendment introduced by the LFI, the seizure no longer applies to all of the debtor's assets, but is limited to positive balances up to the amount of taxes due.

From now on, the third party holder is required to notify the administration upon receipt of the notice (without delay), the account balance as well as the computerized bank statement for the last month before notification of the notice, under penalty of being required to pay a fine of one hundred million (100,000,000) Guinean francs.

This response must be communicated to the administration either by letter delivered against receipt, or by registered letter with acknowledgment of receipt, the postmark being proof, or by email, the date of the letter being proof.

3

Constitution de garanties ou prises de mesures conservatoires lors la demande de sursis à paiement

Aux termes de l'article 1206 et 1207 du CGI le contribuable qui conteste par voie de réclamation le bien-fondé ou le montant des impositions mises à sa charge peut demander à surseoir au paiement de la partie contestée de ses impositions.

Pour ce faire, lorsque la réclamation porte sur un montant supérieur à 10 000 000 GNF, il doit constituer une garantie qui pouvaient être: un versement de consignation, une caution bancaire sans plus de précision, une caution hypothécaire du dirigeant, des affectations hypothécaires d'immeubles appartenant en pleine propriété au propriétaire.

L'article 22 de la LFI 2025 modifie le point II.2 précise désormais que le contribuable peut présenter une caution bancaire à hauteur de 25% du montant en cause.

4

Dispositions relatives aux sanctions pénales

La poursuite des délits prévus aux articles :

- 1184 : Délit de refus collectif collectif de l'impôt
- 1185 : Délit d'incitation du public à refuser ou à retarder le paiement de l'impôt
- et 1186 : Délit d'escroquerie à la TVA

Sont menées suivant le dépôt d'une plainte par l'Administration fiscale.

Les sanctions prévues restent inchangées :

- Le délit de refus collectif d'impôt : un an d'emprisonnement et 25 millions d'amende).
- Le délit d'incitation du public à refuser ou à retarder le paiement de l'impôt: trois mois d'emprisonnement et 10 millions d'amende.
- Le délit d'escroquerie à la TVA : cinq ans d'emprisonnement et 4 milliards d'amende).

3

Provision of guarantees or taking of precautionary measures when requesting a stay of payment

Under the terms of Articles 1206 and 1207 of the CGI, a taxpayer who contests by way of a claim the merits or the amount of the taxes imposed on him may request a deferral of payment of the contested portion of his taxes.

To do this, when the claim concerns an amount of duties greater than GNF 10,000,000, he must provide a guarantee which could be: a deposit payment, a bank guarantee, a mortgage guarantee from the manager, mortgage assignments of buildings owned in full ownership by the owner.

Article 22 of the LFI 2025 modifies point II.2 and now specifies that the taxpayer may present a bank guarantee of up to 25% of the amount in question.

4

Provisions relating to criminal sanctions

The prosecution of the offences provided for in the articles:

1184: Collective refusal of tax

1185: Offence of inciting the public to refuse or delay the payment of tax

and 1186: Offence of VAT fraud

Are carried out following the filing of a complaint by the Tax Administration.

The penalties provided for remain unchanged:

The offence of collective refusal to pay tax: one year in prison and a fine of 25 million francs).

The offence of inciting the public to refuse or delay the payment of tax: three months' imprisonment and a fine of 10 million.

The offence of VAT fraud: five years imprisonment and a fine of 4 billion).

5

Rappel du principe du secret professionnel des agents de l'administration

L'article 1155 énonce, en ses points I et II, le principe du secret professionnel auquel sont soumises toutes les personnes appelées à intervenir dans l'assiette, le contrôle, le recouvrement ou le contentieux des impôts, droits, taxes et redevances prévus par le CGI.

Il est ajouté à cet article les points III, IV et V qui énoncent respectivement:

III. La confidentialité des renseignements échangés par la Guinée à des fins fiscales, dans le cadre de conventions ou accords internationaux prévoyant l'échange de renseignements. Ces renseignements ne peuvent être divulgués qu'aux personnes autorisées et dans les conditions prévues par la convention ou l'accord en question;

IV. La soumission de tout agent intervenant dans le cadre des procédures de contrôle y compris dans le cadre de l'échange international de renseignements à des fins fiscales à l'obligation de confidentialité. Tout agent intervenant dans le cadre de l'échange de renseignements, dans les procédures de contentieux quel soit son grade est assujetti à la formalité de serment avant sa prise de service;

V. La faculté donnée au contribuable ou à son conseil de requérir la présentation par l'agent des impôts, de sa commission avant toute entame des travaux.

Toutefois, l'administration fiscale peut divulger des informations confidentielles aux experts qu'elle sollicite.

Cette divulgation est limitée aux renseignements internes de la mission dans laquelle intervient l'expert mais exclut ceux issus des conventions internationales.

5

professional secrecy for administrative agents

The provisions of Article 1155 set out, in its points I and II, the principle of professional secrecy to which all persons called upon in the course of their duties or responsibilities to intervene in the assessment, control, recovery or litigation of taxes, duties, fees and charges provided for by the CGI are subject.

Points III, IV and V are added to this article, which set out respectively:

III. The confidentiality of information exchanged by Guinea for tax purposes, within the framework of international conventions or agreements providing for the exchange of information. This information may only be disclosed to authorized persons and under the conditions provided for by the convention or agreement in question;

IV. The submission of any agent involved in the control procedures, including in the context of the international exchange of information for tax purposes, to the obligation of confidentiality. Any agent involved in the exchange of information, in litigation procedures, regardless of their rank, is subject to the formality of taking an oath before taking up duty;

V. The option given to the taxpayer or his advisor to request the presentation by the tax officer of his commission before any work begins.

However, the tax authorities may disclose confidential information to the experts they request.

This disclosure is limited to the internal information of the mission in which the expert is involved, but excludes information from international conventions.

1. Les formes des réclamations contentieuses

Le contribuable qui conteste ou demande une atténuation de son imposition doit saisir l'administration par:

- Courrier recommandé;
- Courrier remis contre décharge, ou;
- **Voie électronique via la plateforme**

2. Les délais des réclamations

- Pour le contentieux du recouvrement : dans les deux (02) mois à compter de la notification de l'Avis de Mise en Recouvrement (AMR), de l'Avis à Tiers Détenteur (ATD) ou de la notification de taxation d'office ...);
- Pour le contentieux d'assiette : au plus tard le 31 décembre de la deuxième année suivant la notification de l'AMR, la Proposition de Rectification, notification de taxation d'office, Avis de Mise en demeure (AMD), Avis d'imposition;
- Pour le dégrèvement d'office : au plus tard le 31 décembre de la deuxième année suivant l'expiration du délai de réclamation ou de la notification d'une décision juridictionnelle.
- Pour le recours gracieux: Aucune condition de délais n'est requise.

1. Forms for contentious complaints

The taxpayer who disputes or requests a reduction in his tax must contact the administration by:

- Registered mail;
- Mail delivered against receipt, or;
- **Electronic means via the platform**

2. Time limits for complaints

- For recovery disputes: within two (02) months from the notification of the debt collection act (Notice of Collection (AMR), Notice to Third Party Holder (ATD), notification of ex officio taxation, etc.);
- For tax base disputes: no later than 31 December of the second year following the occurrence of the event giving rise to the claim (AMR, Rectification Proposal, Notification of Ex officio taxation, Notice of Formal Notice, Tax Notice, tax payment, etc.);
- For automatic relief: no later than 31 December of the second year following the expiry of the time limit for filing a complaint or the notification of a judicial decision.
- For non-contentious appeals: No time limit is required.

- **Le recours devant les tribunaux**

Si la décision rendue par le Directeur National des Impôts ou son représentant ne lui donne pas satisfaction, le demandeur peut porter l'affaire devant le tribunal compétent : **le Tribunal de Première Instance ou le Juge de Paix.**

- **Délai du recours juridictionnel**

Principe :

- Le contribuable dispose de **deux (2) mois** à compter de la notification de la décision du Directeur National des Impôts ou de son représentant ;
- ou à l'expiration du délai imparti pour l'instruction de la phase administrative du contentieux : **de trois (03) mois pour le contentieux du recouvrement et de six (06) mois pour le contentieux d'assiette;**

Exception :

Si le Directeur National des Impôts ou son représentant n'a pas accusé réception ou décharge de la réclamation ou si l'accusé de réception ou la décharge de la réclamation n'a pas indiqué au contribuable les voies et délais de recours devant le tribunal, le délai pour former un recours juridictionnel est porté à **six (6) mois.**

- **Recourse to the courts**

If the decision rendered by the National Director of Taxation or his representative does not give satisfaction, the taxpayer may bring the case before the competent court: **the Court of First Instance or the Justice of the Peace.**

- **Time limit for judicial review**

Principle:

- The taxpayer has **two (2) months** from the notification of the decision of the National Director of Taxes or his representative;
- or at the end of the time limit set for the investigation of the administrative phase of the dispute: **three (03) months for the recovery dispute and six (06) months for the assessment dispute.**

Exception:

If the National Tax Director or his representative has not acknowledged of receipt or discharge of the claim or if the acknowledgement of receipt or discharge of the claim has not indicated to the taxpayer the means and deadlines for appeal to the court, the time limit for lodging a judicial appeal is extended to **six (6) months.**

6

Le Guide du Contentieux fiscal, du Recours Gracieux et dégrèvement d'office

- Remise gracieuse : Seuils de compétence

La décision de remise gracieuse est rendue par :

- **Le Directeur Général des Impôts** pour les demandes n'excédant pas cent millions (100 000 000) GNF;
- **Le ministre chargé des finances** pour les demandes supérieures à cent millions (100 000 000) GNF.

- Procédure de dégrèvement d'office : Seuils de compétence

La décision de dégrèvement d'office est prise par :

- **Le Directeur Général des Impôts** pour les demandes n'excédant pas cent milliards (100 000 000 000) GNF;
- **Le ministre chargé des finances** pour les demandes supérieures à cent milliards (100 000 000 000) GNF.

6

The Guide of Tax Disputes, Administrative Appeals and Ex-Officio Relief

- Non-contentious appeal : Jurisdiction thresholds

The decision to grant a non-contentious appeal is made by:

- **The Director General of Taxes** for requests not exceeding one hundred million (100,000,000) GNF;
- **The Minister responsible for finance** for requests exceeding one hundred million (100,000,000) GNF.

- Procedure for ex officio relief : Competence thresholds

The decision to automatically exempt the tax is taken by:

- **The Director General of Taxes** for requests not exceeding one hundred billion (100,000,000,000) GNF;
- **The Minister responsible for finance** for requests exceeding one hundred billion (100,000,000,000) GNF.

Contacts



Moussa Camara

Country Partner In Charge

Associé Audit et Conseil

Email : moussa.camara@fdg-gn.com

Tel : +224 664 00 00 33



Paul Tchagna

Associé Tax and Legal Services (TLS)

Email : paul.tchagna@fdg-gn.com

Tel : +224 664 00 00 31



Mamoudou Kaba

Associé Audit et Conseil

Email : mamoudou.kaba@fdg-gn.com

Tel : +224 664 00 00 34

fdg.com

© 2025 FDG. Tous droits réservés. FDG fait référence aux deux (2) entités **Fiduciaire de Guinée** (audit, commissariat aux comptes et GCS) et **FDG Conseil Guinée** (conseils financiers, conseils en organisation, conseils fiscaux et juridiques, ...), chacun étant une entité juridique distincte.

Ce contenu est uniquement destiné à des fins d'information générale et ne doit pas être utilisé en remplacement d'une consultation avec des conseillers professionnels.

Nous sommes un acteur majeur en matière d'audit, de conseil et de fiscalité en Guinée avec plus de 30 ans d'expérience. Pour en savoir plus et nous dire ce qui compte pour vous consulter le site web: www.fdg-gn.com.